

Bâle-Mulhouse; et nous ferons la même proposition en ce qui concerne l'article premier soumis à examen tout à l'heure.

Angenommen – Adopté

Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Der Bund gewährt dem Kanton Basel-Stadt an die Kosten des Ausbaus des Flughafens Basel-Mühlhausen einen Beitrag von höchstens 13 292 000 Franken. (= *gemäßem Beschluss des Ständerates*)

Art. 1

Proposition de la commission

La Confédération alloue au canton de Bâle-Ville, pour l'agrandissement de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, une subvention maximale de 13,292 millions de francs. (= *selon la décision du Conseil des Etats*)

Präsident: Auch hier stimmt die Kommission dem Ständerat zu.

Angenommen – Adopté

Art. 2 bis 8

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2 à 8

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	103 Stimmen
Dagegen	8 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.041

Zeitgesetz

Loi réglementant l'heure en Suisse

Botschaft und Gesetzentwurf vom 11. Mai 1977 (BBI II, 1021)

Message et projet de loi du 11 mai 1977 (FF II, 989)

Beschluss des Ständerates vom 7. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 7 juin 1977

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Proposition Rüttimann

Ne pas entrer en matière

Frau Spiess, Berichterstatterin: Die Eidgenossen haben bis jetzt ohne ein Zeitgesetz gelebt, und ich bin fast sicher, dass sie es nie vermisst haben. Wir würden auch zweifellos weiterhin ohne es auskommen, wenn nicht in einigen unserer Nachbarstaaten die Sommerzeit eingeführt worden wäre, und es sich zeigt, dass alle unsere Nachbarstaaten diese Sommerzeit bald einführen werden. Damit ergeben sich Schwierigkeiten für Grenzgänger und Touristen, und wenn alle unsere Nachbarn die Sommerzeit einführen, so können wir nicht als Insel mitten in Europa unserer eigenen Zeit nachleben.

Darum hat die Kommission, freilich ohne alle Begeisterung, mit 15 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen Eintreten beschlossen.

In der Diskussion wurde mit einer gewissen Bitterkeit bemerkt, dass wir uns erst mit dem Vorgehen der Bundesrepublik Deutschland zur Sommerzeit entschlossen. Die Vertreter der Landwirtschaft wiesen auf die Schwierigkeiten bei den Melkzeiten und die Verlängerung der ohnehin langen Arbeitszeiten der Bauern hin. Schliesslich bestehen die Gefahr, dass die Kinder zu wenig schlafen, wenn sie bei Tageshelle nicht ins Bett gehen wollen. Positiv wurden die langen Abende für die arbeitende Bevölkerung ausserhalb der Landwirtschaft genannt und schliesslich eine beabsichtigte Energieeinsparung, wenn weniger künstliches Licht gebraucht wird, wobei hier mehr die erzieherische Wirkung als die tatsächliche Einsparung gesehen wurde.

In der Detailberatung folgte die Kommission in einer nur redaktionellen Veränderung dem Ständerat.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, aber auch im Namen der CVP-Fraktion, auf dieses Gesetz einzutreten.

M. Gautier, rapporteur: Je suis heureux d'être le rapporteur du premier objet qui passe devant ce Parlement sans rien coûter, après la votation de ce dernier week-end. En effet le projet sur l'heure d'été ne provoque aucun frais pour la caisse fédérale.

Le message du Conseil fédéral commence par l'affirmation «Autrefois la Suisse utilisait l'heure bernoise.» Il ne va pas jusqu'à nous dire si cette heure était en retard ou en avance sur celle du reste de l'Europe. Dès 1894, le Conseil fédéral a introduit l'heure d'Europe centrale comme règle pour l'administration fédérale, les PTT et les CFF. Cette règle administrative est devenue depuis quatre-vingt-trois ans la base de notre heure nationale, à l'exception de deux périodes pendant la dernière guerre où le Conseil fédéral, en vertu des pleins pouvoirs, avait introduit l'heure d'été. Il y a donc quatre-vingt-trois ans que nous vivons à une heure douteuse quant à sa légalité. Le Conseil fédéral a jugé nécessaire, au moment où se pose la question de l'heure d'été, de régulariser la situation et d'introduire par une loi l'heure d'Europe centrale comme heure officielle suisse. Tel est le premier but visé par ce projet.

L'autre but est de déléguer au Conseil fédéral la compétence d'introduire, le cas échéant, l'heure d'été. Rappelons ici que l'heure d'été est en avance d'une heure sur l'heure d'Europe centrale. Son avantage principal est de pousser le pays qui l'adopte à vivre une heure plus tôt, à se lever et à se coucher plus près de l'heure solaire. Un vieux adage prétend que le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt, je ne pense pas que le Conseil fédéral en faisant vivre le peuple suisse à l'heure d'été cherche à le rendre maître du monde.

Le fait de vivre plus tôt permet certaines économies d'énergie. C'est la raison qui a fait introduire l'heure d'été, après la crise du pétrole, dans divers pays européens dont l'Italie et la France pour parler des pays limitrophes, mais aussi en Espagne, en Grande-Bretagne, en Irlande et dans

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Rüttimann

Nichteintröten

les pays du Benelux. Il faut bien dire que l'économie énergétique est minime et plus symbolique que réelle. C'est pourquoi jusqu'ici le Conseil fédéral avait renoncé à introduire l'heure d'été dans notre pays, malgré diverses interventions parlementaires et malgré les difficultés pratiques occasionnées par la différence d'heure avec deux de nos voisins, tant dans le domaine des transports que surtout dans celui des travailleurs frontaliers.

Au printemps de cette année, un fait nouveau a modifié l'attitude du Conseil fédéral, c'est la très grande probabilité que, dès l'année prochaine, la République fédérale allemande et l'Autriche introduisent à leur tour l'heure d'été. Nous serons alors entourés de tous côtés de pays vivant à l'heure d'été. Bien sûr nous pouvons créer un nouveau cas particulier helvétique et être en retard d'une heure sur le reste de l'Europe. Cela n'irait cependant pas sans inconvénients majeurs. Même si nous pensons que l'heure d'été n'a pas de vertu propre, il faut régler notre montre sur l'heure européenne. Comme le disait La Rochefoucauld et comme le répétait M. le conseiller fédéral Chevalaz devant la commission: «C'est une grande folie que de vouloir être sage tout seul.»

Une chose est certaine, il faut que cette heure d'été soit coordonnée et entre en vigueur au même moment dans tous les pays concernés. Il semble bien que la plupart des pays européens soient sur le point de se mettre d'accord à ce propos.

Il y a bien sûr quelques inconvénients à adopter l'heure d'été. Elle complique la vie de certains agriculteurs. Les vaches ont, paraît-il, de la peine à s'habituer à la traite plus précoce d'une heure et la quantité de lait risque de diminuer pendant la période d'introduction de l'heure d'été. L'herbe pour affourager ne peut être coupée qu'après le coucher du soleil, faute de quoi elle fermentera, ce qui veut dire qu'elle ne pourra être cueillie qu'une heure plus tard. Mais votre commission a estimé que si les hommes arrivent à s'adapter, les bovidés suivront l'exemple sans trop en souffrir.

D'autre part, il est à mon sens probable que vivre une heure plus tôt dans la journée est souhaitable sur le plan de l'hygiène. Nos pères qui se levaient et se couchaient avec le soleil se portaient mieux et ce n'est que l'apparition de l'éclairage artificiel qui nous a poussés à vivre de plus en plus tard et de moins en moins en harmonie avec les rythmes de la nature.

Dernière remarque: Pourquoi notre décision est-elle urgente au point de devoir être votée par les deux conseils au cours de cette session? C'est surtout pour permettre la préparation des horaires des compagnies de transport, en particulier des chemins de fer et des lignes d'aviation.

Pour toutes ces raisons, votre commission vous propose à l'unanimité, moins deux abstentions, d'accepter le projet de loi réglementant l'heure en Suisse dans le texte qu'a adopté la semaine dernière le Conseil des Etats. Je vous demanderai également de rejeter la proposition de nonentrée en matière de notre collègue, M. Rüttimann.

Präsident: Das Wort zur Begründung des Nichteintretensantrages hat Herr Rüttimann.

Rüttimann: Mein Nichteintretensantrag zum Zeitgesetz entspringt nicht etwa einer Bauern-Lobby, wie das gerne bezeichnet wird, wenn Bauern in diesem Saale ihre Anliegen vertreten. Er hat eine echte Sorge der bäuerlichen Bevölkerung zum Hintergrund. Es geht dabei auch nicht primär um die Kühe, wie das ironisch im Ständerat und (wie ich gehört habe) auch in unserer Kommission gesagt wurde. Es geht um die Menschen in der Landwirtschaft. Die Kühe können sich nämlich der Sommerzeit ohne weiteres anpassen bzw. sie werden nicht stark darnach fragen. Der Bauer aber arbeitet nicht nur seine fixe Arbeitszeit, er ist dabei auch in starkem Masse an die Witterung, und insbesondere an die Sonneneinwirkung gebunden. Auch die Sonne wird sich nämlich von unserer Sommerzeit nicht

beeindrucken lassen. Sie wird ihren Kreislauf wie seit Jahrtausenden fortsetzen. Die Sommerzeit bewirkt aber, dass in der Landwirtschaft der Nachmittag in zwei Teile getrennt wird. Die Feldarbeit muss unterbrochen werden, wenn die Sonne noch hoch steht, um rechtzeitig die Milch, gemäss Sommerzeit, in die Sammelstelle einliefern zu können. Die Feldarbeit wird dann nach der Besorgung des Stalles wieder fortgesetzt, und schon ist der dritte Arbeitshalbtags bis zum Sonnenuntergang perfekt. Und das alles in einem Zeitpunkt, in dem viele nach weiterer Arbeitszeitverkürzung lechzen. Ich erinnere Sie an die kürzliche 40-Stunden-Woche-Initiative. Auch der Bauer möchte an dieser berühmten Lebensqualität, die dahinterstehen soll, gerne teilhaben und die Arbeitszeit tendenziell verkürzen. Mit der Sommerzeit wird die Arbeitszeit aber ohne Zweifel faktisch verlängert. Das ist der wahre Grund, warum nicht nur wir Schweizer, sondern auch die französischen, die deutschen und die österreichischen Bauern der Sommerzeit Widerstand leisten.

Dass für die Einführung der Sommerzeit verkehrspolitische Gründe sprechen, d. h. die Fahrpläne der SBB mit denjenigen der umliegenden Länder harmonisiert werden könnten, ist wirklich auch der einzige Grund, der dafür spricht. Man kann sich aber mit Fug und Recht fragen, ob dieser so gewichtig sei, dass den Schweizern mit einem neuen Gesetz wieder eine Erschwernis aufzuerlegen sei. Bei der Post nämlich ist dieser Grund beim grenzüberschreitenden Verkehr schon nicht mehr evident, schon gar nicht beim Flugverkehr, wo das Problem der Zeitverschiebung mit der Einführung der Sommerzeit ohnehin nur zu einem kleinen Teil bewältigt werden kann. Niemand, ausser ein paar Fahrplangestaltern – das ersehen Sie auch aus der Botschaft deutlich –, hat ein wirkliches Interesse oder einen Vorteil durch die Sommerzeit. Der ausländische Tourist wird sich nach wie vor an unserer Grenze nicht daran stossen, wenn er seine Uhr um eine Stunde korrigieren muss. Er hat schliesslich viel zeitraubendere Formalitäten in Kauf zu nehmen, wie etwa den Geldwechsel oder die Zollkontrolle und anderes mehr. Der Bundesrat schreibt auf Seite 6 der Botschaft unter «14. Konsultationen», dass sich selbst unsere Verkehrsbetriebe «wirklich nicht» für die Sommerzeit erwärmen könnten.

Zudem erwähnt die Botschaft ebenfalls ganz am Anfang, dass die Sommerzeit schon in den Kriegsjahren 1941 und 1942 eingeführt wurde, aus kriegswirtschaftlichen Gründen. Bekanntlich waren aber auch die folgenden drei Jahre noch Kriegsjahre. Warum wurde denn wieder darauf verzichtet? Darüber schweigt sich der Bundesrat seltsamerweise vollständig aus. Diejenigen, die diese Jahre noch gut in Erinnerung haben, wissen genau, dass sie sich für unser vielfältiges und topographisch sehr unterschiedliches Land ganz einfach nicht bewährt und zu vielen Bürgern Inkovenienzen gebracht hat.

Auch das Motiv der Energieeinsparung sticht meines Erachtens nicht. Der Bundesrat selbst attestiert, dass die energiewirtschaftlichen Vorteile allein zu geringfügig seien, um die Einführung der Sommerzeit zu rechtfertigen. In der Tat ist es eine Illusion, zu glauben, mit dem eventuell früheren Löschen einiger hunderttausend elektrischer Birnen sei eine ins Gewicht fallende Ersparnis zu erzielen. Und wenn schon, so sollten sie vielfach besser beim Tageslicht gelöscht werden.

Die grossen Energieverbraucher aber liegen anderswo: Es sind die Motoren in Industrie, Gewerbe, Haushalt und Landwirtschaft, es sind die Fernsehapparate, die Heizungen, der Verkehr usw. Es ist kaum anzunehmen, dass bei diesen Energiegrossverbrauchern wegen der Sommerzeit allein etwas eingespart wird.

Bundesrat und Parlament haben also zu entscheiden zwischen den Interessen einiger Fahrplangestalter und denjenigen unserer 133 000 Landwirtschaftsbetriebe (nach 6. Landwirtschaftsbericht), die geschlossen der Sommerzeit ablehnend gegenüberstehen. Die Bauern können ja innerhalb unserer Zeitrechnung nicht ein Eigenleben füh-

ren und die Zeit der Milchablieferung einfach um eine Stunde verschieben, denn die Koordination zum öffentlichen Leben, wie auch zur Schule, muss ja gefunden werden.

Sie werden sich fragen, warum ich denn folgerichtig nicht einen Antrag auf Streichung des Artikels 3 dieses Gesetzes, nämlich der Kompetenznorm an den Bundesrat gestellt habe. Ich glaube jedoch, dass sich auch der Erlass eines Gesetzes zur Bekräftigung unserer seit 1894 fest eingebürgerten mitteleuropäischen Zeit erübrigert. Wir haben wahrhaftig andere Probleme anstehend und zu lösen – ich erinnere an den gestrigen Abstimmungs-Sonntag –, als den Erlass eines Zeitgesetzes für eine Materie, die absolut unbestritten ist und von allen Volkskreisen als Gewohnheitsrecht akzeptiert wird.

Die Zeitmessung ist ja auch keine politische, sondern vielmehr eine wissenschaftliche Aufgabe. Wir dürfen zu unseren Zeitmessungsinstituten das uneingeschränkte Vertrauen haben, dass sie diesen heiklen Auftrag auch in Zukunft nicht mit Millimetern, sondern mit Sekundenmass erfüllen werden, ohne in gesetzliche Schranken gewiesen zu sein. Zudem – das haben Sie in der vergangenen «Abstimmungsschlacht» auch selber erfahren – macht uns das Volk ja immer wieder den Vorwurf der auf zu hohen Touren laufenden Gesetzesmaschinerie. Hier haben Sie einmal die Gelegenheit zu einem bescheidenen Anfang, ohne dass jemand Schaden leidet, ihre Gangart etwas zu drosseln. Ich bitte Sie daher, meinem Nichteintretensantrag zuzustimmen.

Sigrist: Die Fraktion der Freisinnig-demokratischen Partei ist ohne Begeisterung für Eintreten auf dieses Gesetz. Sachliche Gründe für die Einführung der Sommerzeit gibt es rein aus der Sicht des Schweizerbürgers wohl nur wenige; aber auch sachliche Gründe dagegen lassen sich nur am Rande finden. Die Bedenken der Landwirtschaft, wie sie uns soeben Herr Rüttimann geschildert hat, liegen nicht bei der Melkzeit der Kühe, sondern bei der verlängerten Arbeitszeit der Bauern. Ich möchte indessen meinen, dass auch der Bauer an einem Tag nicht mehr Arbeit verrichten wird als notwendig. Auch der Bauer wird seine Freizeit wieder finden. Ich habe übrigens noch gestern abend mit Bauern aus meinem Dorf zusammengesessen, die mir bestätigt haben, dass für sie die Einführung der Sommerzeit kein Problem darstelle. Die Frage, die Herr Rüttimann aufgeworfen hat, wird offenbar nicht von allen Bauern gleich beurteilt.

Was die Bedenken aus schulischer Sicht anbelangt, wie sie in der Kommission angetönt worden sind, so bin ich nicht ganz sicher, ob es sich hier wirklich um Bedenken wegen der Schüler oder eventuell um solche der Lehrer handelt, indem dann eben auch die Lehrer früher aufstehen müssten! Auch hier dürften sich also kaum Probleme ergeben.

Unangenehm an dieser Sache ist höchstens, dass uns einmal mehr das Ausland zum Handeln zwingt. Wenn sich aber das ganze Ausland um uns herum auf eine zeitlich abgestimmte Sommerzeit festlegt – wichtig ist natürlich, dass alle Länder zur gleichen Zeit die gleiche Sommerzeit einführen –, dann wird uns wohl nichts anderes übrigbleiben, als auch mitzumachen. Ich bitte Sie deshalb, für Eintreten zu stimmen und den Antrag Rüttimann abzulehnen.

Alder: Wir stehen vor der Tatsache, dass es die Westeuropäer trotz Zollabbau, wirtschaftlicher Zusammenarbeit und Integration innerhalb weniger Jahre fertiggebracht haben, eine heillose Desintegration auf dem Zeitsektor aufzuziehen. Die Einführung der Sommerzeit in einigen Ländern, dazu auch noch mit unterschiedlichen Übergangszeiten, hat zu Unzukämmlichkeiten im öffentlichen Verkehr in der Luft und auf der Schiene, zu Koordinationschwierigkeiten im Bereich der Medien und nicht zuletzt auch in Wirtschaft und Handel geführt, die nachgerade unerträglich

sind. Wir unterstützen daher den Bundesrat in seinen Bemühungen, auf eine Beendigung des europäischen Zeitenwirrwarrs hinzuwirken. In diesem Sinne ist es richtig und nötig, dass auch unser Land 1978 mitzieht und damit im Bereich der Zeitregelung wieder Verhältnisse schafft, wie sie zuvor bestanden haben. In unserem Land sind besonders die Grenzgebiete auf die Einführung der Sommerzeit angewiesen. Wenn Herr Rüttimann nun demgegenüber – nicht unerwartet – den Standpunkt gewisser landwirtschaftlicher Kreise vertritt, so mag dies zwar verständlich sein; begründet scheinen uns seine Einwendungen nicht. Herr Rüttimann, es stimmt einfach nicht, dass die Landwirte mehr arbeiten müssten. Die Tatsache, dass im Sommer die Abende um eine Tageslichtstunde verlängert werden, führt nicht zwingend zu einer Verlängerung der Arbeitszeit. Und was das liebe Vieh anbelangt, so haben Sie selbst festgehalten, dass in dieser Beziehung keine unüberwindbaren Schwierigkeiten entstehen werden. Niemand verwehrt unseren Bauern, ihre Arbeitszeit so einzuteilen, wie sie es wollen; aber es wäre zu viel verlangt, wenn man unserem Land zumutete, auch noch eine Bauernzeit einzuführen. Wichtig ist, dass der Übergang von der Winter- zur Sommerzeit bzw. von der Sommer- zur Winterzeit möglichst in allen Ländern Westeuropas am selben Wochenende erfolgt. Die gewiss geringe, dennoch nachweisbare Einsparung des Energieverbrauchs und etwas sonnigere Feierabende sind durchaus positive Nebenprodukte der Einführung einer europäischen Sommerzeit.

Alles in allem: Wir kommen nicht um die Massnahme herum, wenn wir Vernunft walten lassen wollen. Ich empfehle Ihnen deshalb namens unserer Fraktion Eintreten und Zustimmung zur Vorlage.

M. Wilhem: En mars de l'an dernier, j'avais déposé un postulat demandant l'introduction de l'heure d'été conformément à la pratique de nos voisins français et italiens avec lesquels nous entretenons des relations très intenses à tout point de vue.

Sur le plan intellectuel, par la radio-télévision, par la libre circulation des idées et de leurs supports, dans les régions frontalières surtout par le rail, la route, les ailes et même l'eau – si l'on pense au Léman et au Rhin –, il est de fait que la collaboration frontalière régionale et interétatique s'est développée constamment et heureusement depuis la dernière guerre, conformément d'ailleurs aux conventions européennes que nous avons signées à Strasbourg. C'est pourquoi j'applaudis au projet en la matière du Conseil fédéral et ne regrette qu'une chose, c'est qu'il n'ait pas été émis plus tôt. Il faut malheureusement constater, une fois de plus à cette occasion, que la Berne fédérale indique une espèce de ségrégation en matière de traitement de ses voisins. En effet, quel est le meilleur voisin de la Suisse et sur quel critère le choisit-on? Sans vouloir susciter d'incident diplomatique, force m'est bien de reconnaître que la Berne fédérale n'entend trop souvent et dans nombre de domaines que la cloche d'outre-Rhin et qu'elle délaisse tout ce qui vient de Paris ou de Rome ou même de Strasbourg. Bonn ou même Pankow opinent-ils dans tel sens, l'heure d'été en l'espèce, et c'est alors une parole d'Evangile au Palais fédéral suisse, même si cela contrevient gravement aux intérêts et sentiments de ces Latins qui n'ont pas de frontières avec le monde germanique extérieur mais dont les frontières pourtant font la moitié de celle de la Confédération.

Par ailleurs, je voudrais signaler une lacune dans le message. Ce dernier est en effet du 11 mai 1977 alors que les représentants de la Suisse au Conseil de l'Europe ont voté le 25 janvier 1977 – donc quelques mois auparavant – la recommandation 801 du Conseil de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg qui demande expressément aux gouvernements d'adopter un système uniforme d'horaire d'été. Le Conseil de l'Europe invite, à l'appui de cette recommandation, les avantages économiques, notamment sur le plan des économies

d'énergie, les avantages psychologiques qui peuvent résulter du fait de la sensibilisation de l'opinion publique aux multiples aspects du problème de l'économie d'énergie, une meilleure organisation des loisirs, une amélioration des conditions de vie des populations. Le Conseil de l'Europe s'est préoccupé particulièrement des difficultés éprouvées dans les échanges et les communications entre pays d'Europe ayant une haute densité d'échanges et de contacts du fait de la diversité des horaires nationaux.

C'est pourquoi, en conclusion, j'applaudis au projet du Conseil fédéral. Je regrette qu'il vienne si tard mais je pense que, de toute manière, puisque la Suisse a accepté cette recommandation 801 du Conseil de l'Europe, nous sommes moralement engagés et nous avons à honorer nos engagements.

Roth: Unsere Fraktion stimmt mehrheitlich dem Antrag Rüttimann auf Nichteintreten zu. Ich möchte mit ein paar Worten seine Ausführungen unterstützen und ergänzen.

Es stimmt nicht, dass die Einführung der Sommerzeit für die Landwirtschaft keine Rolle spielt, indem die Landwirtschaft sich den Arbeitstag einteilen könnte, wie sie wolle. Als während des Zweiten Weltkrieges die Sommerzeit eingeführt wurde, tat man es, damit in der Landwirtschaft mit all den zusätzlichen Arbeitskräften noch mehr gearbeitet wurde. Es ist uns auch nicht ganz verständlich, dass man erklärt, in ganz Europa sollte man eine einheitliche Zeit haben. Ein Land wie die USA kennt nämlich auch drei verschiedene Zeiten. Wenn wir bei der bisherigen Regelung blieben, würde dies somit keineswegs eine Ausnahme darstellen.

Die Zeitverschiebung, die durch die Sommerzeit bewirkt würde, hätte für die landwirtschaftliche Bevölkerung sehr negative Auswirkungen. Der Bauer müsste dann während der Zeit des höchsten Sonnenstandes die Kühe bereits um 16 Uhr melken, also bei einer aussergewöhnlichen Hitze im Stall, da zu 95 Prozent die Milch bis zu einem bestimmten Zeitpunkt in den Molkereien abgeliefert werden muss. Die Angestellten in den Molkereien würden ihre Arbeitszeit bei Einführung der Sommerzeit wohl kaum verschieben. Auch diesen Umstand muss man sehen. Es käme also einer Zumutung gleich, vom Bauern oder Melker verlangen zu wollen, bereits um 16 Uhr in den Stall zu gehen, um die Kühe zu melken. Es kommt mir vor, als ob man hier gegenüber einer Wirtschaftsgruppe überhaupt keine Rücksicht nehmen will.

In diesem Zusammenhang ist auch auf das Ernten des Getreides hinzuweisen, das sich in den letzten Jahren durch die Mähdrescherarbeit sehr stark verändert hat. Die Erntezeit geht von 10 Uhr morgens der jetzigen Rechnung bis spätabends; dann sollte das Getreide in vielen Fällen noch abgeliefert werden können. Zudem gibt es Schwierigkeiten mit den betreffenden Annahmestellen, weil die Zeit der Angestellten zu früh abläuft. Dann gibt es Ueberstunden, Zusatzstunden, Zusatzleute. Es ist nicht so einfach, dass man dieser Situation nicht Rechnung tragen kann.

Noch ein Drittes: Es ist merkwürdig, dass offenbar auch die Aerzte hier nichts zu sagen haben. Ich habe gelesen, dass eine deutsche Bundestagsabgeordnete sich gewehrt hat, weil man den Kindern nicht zumuten könne, wegen dieser Sommerzeit weniger Ruhe und weniger Schlaf zu bekommen. Es könnten schwere Schäden eintreten. Das sind doch sicher Argumente, die man nicht einfach in den Wind schlagen kann. Unsere Fraktion hat mehrheitlich die Auffassung, dass wir in dieser Sache nicht unbedingt den anderen Staaten in Europa folgen müssen. Wir empfehlen Ihnen, dem Nichteintretensantrag von Herrn Rüttimann zuzustimmen.

Frau Spiess, Berichterstatterin: Ich habe natürlich einiges Verständnis für die armen Bauern, die nun zusätzliche Arbeitsstunden bekommen durch die Sommerzeit, sofern das wirklich so ist. Man kann natürlich auch früher anfan-

gen und demnach früher aufhören, glaube ich. Wenn Sie mit den Zuständen im Krieg vergleichen, so ist das nicht ganz sinnvoll. Damals waren ja oft die Bauern gar nicht da. Die Frauen mit den Kindern mussten allein die landwirtschaftliche Arbeit bewältigen, und für sie war es dann sicher besonders schwierig, in Abwesenheit ihrer Gatten auch noch eine Zeitverschiebung auf sich zu nehmen. In dieser Beziehung haben wir es heute sicher leichter.

Herr Rüttimann sagt, es seien nur ein paar Fahrplanspezialisten, die hier ein Interesse daran haben. So ist es nicht. Wir alle haben ein Interesse an der Sommerzeit, wenn sie nämlich unsere Nachbarn alle einführen; denn wir müssen ja alle Eisenbahn fahren. Wir fahren auch ins Ausland. Wir sind ständig konfrontiert mit dieser Zeit. Ich bin heute zufällig in Basel vom Elsässer Bahnhof her in den Bahnhof gekommen. Da steht die schöne Uhr, beschriftet mit «Schweizer Zeit». Das muss man extra sagen, damit die Leute sich ja nicht täuschen, wenn sie da vom Elsässer Bahnhof gegen den Schweizer Bahnhof zugehen. Das ist dann nächstes Jahr nicht mehr nötig. Allein deswegen müsste man natürlich nichts ändern; aber wegen der Fahrpläne schon. Es ist auch nicht nur der Fahrplan, sondern auch das Problem der Grenzgänger. Was machen wir mit den vielen Grenzgängern, die bei uns arbeiten? Sie sind durch die ungünstigen Fahrpläne gezwungen, zu früh oder zu spät zu kommen und verlieren so ihre kostbare Zeit. Das ist jetzt schon so in Genf und in Basel oder auch im Tessin, wo die Italiener ja auch die Sommerzeit schon eingeführt haben.

Wenn Herr Roth mit den USA vergleicht, so glaube ich, dass man das nicht tun kann. Die USA sind ein geographisch sehr breites Land. Es ist dort nicht so, dass die verschiedenen Zeiten kreuz und quer durchs Land gehen, sondern sie folgen geographischen Einteilungen. Natürlich kann man das. Bei uns in der Schweiz wäre das dann aber so, dass wir rundum eine andere Zeit hätten, also auch im Osten, wo die Sommerzeit an sich geographisch vielleicht gar nicht so sinnvoll wäre wie im Westen. Wir können doch da nicht aus der Reihe tanzen. Ich glaube, das müsste eigentlich jeder einsehen.

Schliesslich noch ein Wort wegen der Kinder. Da würden mich die armen Kinder in Skandinavien dauern. Diese könnten nämlich überhaupt nie schlafen; denn sie haben ja nur drei oder vier dunkle Stunden in der Nacht. Ich glaube, es ist eine Sache der Disziplin der Eltern, die Kinder zur rechten Zeit ins Bett zu schicken. Das wird sich sicher nach ein paar Tagen einpendeln. Am ersten und zweiten Tag wird es ein bisschen schwierig sein, die Kinder bei hellem Himmel ins Bett zu schicken, aber am dritten und vierten Tag wird das bereits von selber gehen. Die Kinder werden also genauso lange schlafen wie jetzt, nur mit einer zeitlichen Verschiebung.

Ich möchte Sie also doch sehr bitten, diesem Gesetz zuzustimmen und Eintreten zu beschliessen.

M. Gautier, rapporteur: Je suis malheureusement un très mauvais connaisseur des problèmes agricoles, ce qui ne m'empêche pas d'avoir une grande sympathie pour nos agriculteurs et de comprendre parfaitement les problèmes que pose pour eux l'introduction de l'heure d'été. J'ai cependant peine à concevoir qu'un agriculteur qui doit accomplir dix ou douze heures de travail par jour et qui commence son travail une heure plus tôt le matin ne puisse pas le terminer aussi une heure plus tôt. Je ne comprends pas que ce qui est valable pour les autres travailleurs ne puisse pas l'être pour les agriculteurs. Il me semble que des aménagements sont possibles.

Par contre, je connais un peu mieux deux autres sujets qui ont été évoqués au cours de la discussion. C'est celui des frontaliers et celui des enfants. J'ai l'avantage d'habiter dans un canton qui occupe un certain nombre de milliers de frontaliers. Or ils se trouvent actuellement dans une situation extrêmement désagréable. Je connais un ménage dont le mari travaille en France et l'épouse en

Suisse, ce qui pose des problèmes d'organisation qui peuvent devenir assez pénibles. Il ne faut pas oublier que la Suisse emploie quelque 50 000 frontaliers.

Je prétends aussi connaître assez bien le problème des enfants. M. Roth a dit que l'introduction de l'heure d'été compromettait la santé des enfants parce qu'ils devraient se lever une heure plus tôt et qu'ils ne se coucheraient pas plus tôt à cause de la lumière du jour ou parce qu'ils ne veulent pas aller se coucher, perdant ainsi une heure de sommeil. Comme l'a dit Mme la présidente de la commission, les petits Scandinaves seraient tous morts depuis longtemps puisque, dans leur pays, la nuit ne dure que deux ou trois heures. Les petits Français et les petits Italiens survivent, eux aussi, depuis trois ans à l'heure d'été. Permettez-moi d'ajouter comme pédiatre que si un enfant se lève une heure plus tôt, il doit aussi se coucher une heure plus tôt mais ce n'est pas son affaire, c'est celle de ses parents. Il suffit d'un peu de discipline: il faut mettre l'enfant au lit.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral n'est pas un protagoniste fervent de l'heure d'été, c'est vrai, et ce n'est pas parce qu'il nourrit une affection exclusive et passionnée à l'endroit de la République fédérale d'Allemagne, comme l'a laissé entendre mon ami Wilhelm, qu'il vous soumet ce projet. Il le fait pour des raisons objectives, après en avoir mesuré les avantages et aussi les inconvénients.

Les avantages, vous les connaissez, Mme la présidente de la commission et le Dr Gautier vous les ont exposés: économie d'énergie – relativement minime, il est vrai – loisirs plus éclairés en fin de journée, etc.

Les inconvénients que présente l'introduction de l'heure d'été, en particulier pour l'agriculture, ne nous ont pas échappé. Je ne veux pas ici m'engager dans une controverse scientifique sur la fermentation du fourrage ou sur la continence laitière des vaches. Je donne acte à MM. Rüttimann et Roth de leurs arguments et reconnaiss les inconvénients qu'entraînera sans doute cette mutation pour le paysan. Toutefois, la Division de l'agriculture relève, et l'exemple de nos voisins le démontre, que cette expérience a été parfaitement bien tolérée dans les pays dont la densité agricole est beaucoup plus forte que la nôtre.

Ce qui a entraîné notre adhésion malgré ces réserves, auxquelles nous avons accordé toute notre attention, c'est la certitude que nos voisins sont maintenant unanimement prêts à introduire l'heure d'été. Ce n'est pas de notre part un sacrifice à une mode: nous sommes tous liés à la vie de nos voisins sur le plan de la sensibilité et des rapports économiques, en particulier dans les régions frontalières, de par notre situation de carrefour ferroviaire, routier, aérien et touristique. En conservant nous seuls, au milieu de l'Europe, notre heure à nous, nous contraindrions les autres pays à nous faire figurer avec un astérisque ou entre parenthèses dans les horaires internationaux, ce qui ne manquerait pas d'entraîner des complications administratives et pour eux et pour nous.

La Suisse s'honore à juste titre de présenter beaucoup de particularités: le secret bancaire, l'horlogerie de précision, le référendum. Elle ne fait pas partie de l'Organisation des Nations Unies – elle est bientôt la dernière à se trouver dans cette situation – ni du Marché commun. Elle n'a pas introduit partout le suffrage féminin. Elle pratique le budget public le plus faible par rapport à son économie; elle est en queue de liste dans le domaine de l'aide au tiers monde. Elle pourrait, seule au milieu de l'Europe, garder son heure à elle. Pourquoi pas? Elle serait alors une sorte de réserve, de parc international plein d'attrait, une sorte de musée en dehors du temps. On a dit du Suisse qu'il se lève tôt et qu'il se réveille tard. Tâchons pour une fois de faire coïncider les deux choses! (Rires)

Président: Wir bereinigen die Frage des Eintretens. Die Kommission beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten. Herr Rüttimann hat einen Nichteintretensantrag gestellt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten) 91 Stimmen
Für den Antrag Rüttimann (Nichteintreten) 36 Stimmen

Titel und Ingress

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Frau Spless, Berichterstatterin: Hier ist die Kommission dem Vorschlag des Ständerats gefolgt, und zwar im wesentlichen aus dem Grunde, damit keine Differenzbereinigung wegen einer rein redaktionellen Frage eintreten muss. Der Text heisst also: «Der Bundesrat bestimmt den Beginn und das Ende der Sommerzeit.»

M. Gautier, rapporteur: A cet alinéa, le Conseil des Etats a proposé une amélioration rédactionnelle au texte du Conseil fédéral. Votre commission vous suggère de la suivre, tout en pensant que le texte français du Conseil des Etats est encore plus mauvais que celui du Conseil fédéral! Nous pensons que c'est la Commission de rédaction qui devra revoir ce texte définitivement. Ce sont des problèmes purement formels.

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes

98 Stimmen

Dagegen

32 Stimmen

Abschreibung eines Postulates – Classement d'un postulat

Präsident: Die Kommission beantragt Ihnen, das Postulat Wilhelm (Nr. 75 496) zur Einführung der Sommerzeit abzuschreiben. Herr Wilhelm ist damit einverstanden. Sie haben so beschlossen.

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

77.021

Geschäftsbericht des Bundesrates, des Bundesgerichts, des Eidgenössischen Versicherungsgerichts und der Schweizerischen Verrechnungsstelle 1976**Gestion du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral, du Tribunal fédéral des assurances et de l'Office suisse de compensation pour 1976**

Bericht des Bundesrates vom 2. März 1977, des Bundesgerichts vom 28. Januar 1977, des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 31. Dezember 1976 und der Schweizerischen Verrechnungsstelle vom 23. Februar 1977

Rapports du Conseil fédéral du 2 mars 1977, du Tribunal fédéral du 28 janvier 1977, du Tribunal fédéral des assurances du 31 décembre 1976, de l'Office suisse de compensation du 23 février 1977

Beschlussentwurf siehe Seite 231 des Berichts

Projet d'arrêté voir page 321 du rapport

Bezug durch die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale, Bern

S'obtiennent auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne

Beschluss des Ständerates vom 8. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 8 juin 1977

Berichterstattung – Rapports généraux

Müller-Balsthal, Berichterstatter: Professor Eichenberger hat einmal gesagt – ich zitiere aus einem grundlegenden Papier der Geschäftsprüfungskommission: «Die Oberaufsicht soll ausziehen, um Mängel zu finden, Machtkontrollen zu entschärfen, volksfremde Administration geradenzurichten.» Nun, auf ihrem Weg quer durch die Verwaltung drückt der Bundesrat der GPK jährlich das recht dicke grüne Buch, den Geschäftsbericht des Bundesrates der vergangenen 12 Monate in die Hände. Auf rund 300 Seiten erstattet der Bundesrat Bericht über seine Geschäftsführung und einmal mehr staunt man über den riesigen Umfang dieser Tätigkeit, die praktisch jeden Lebensbereich beschlägt. Die Geschäftsprüfungskommission hat diesen Bericht geprüft, vorerst in den Sektionen in Anwesenheit der Herren Bundesräte sowie von Bundesbeamten, dann in einer zweitägigen Plenarsitzung. Über ihre wesentlichen Feststellungen werden die Referenten im Laufe der Debatte Auskunft geben. Im Interesse der Straffung der Verhandlungen werden wir uns darauf beschränken, einige Schwerpunkte unserer Arbeiten darzustellen. Diese Schwerpunkte finden Sie auf einem Papier, das Ihnen letzte Woche ausgeteilt wurde.

Meinerseits möchte ich Ihnen die Auffassung der Kommission über die Gestaltung des Geschäftsberichtes bekanntgeben und dann einige Ausführungen über unsere Tätigkeit anschliessen.

Zuerst zur Gestaltung des Geschäftsberichtes. Wie in den Vorjahren setzt sich der Geschäftsbericht des Bundesrates aus den Berichten der sieben Departemente, denen der Abschnitt Bundeskanzlei vorangestellt wird, zusammen.

Die Departementsberichte wiederum zerfallen in einen ersten Teil, der grundsätzliche Probleme darstellt, und einen zweiten Teil, worin nach Abteilungen gegliedert die Einzelheiten figurierten. Die Gliederung in Departementsberichte birgt hauptsächlich zwei Nachteile in sich.

Erstens: Die Gewichtung der Probleme in den einzelnen Departementsberichten ist sehr unterschiedlich. In Erneuerung früherer Postulate wünscht die Geschäftsprüfungskommission, es möchte eine noch bessere Gewichtung der einzelnen Departementsberichte angestrebt werden.

Zweitens: Ein weiterer Nachteil der jetzigen Gliederung liegt darin, dass departementsübergreifende Aufgaben wie die Entwicklungshilfe, die Ausländerpolitik, die Forschung oder die Sicherheitspolitik nirgends eine Gesamtdarstellung erfahren. Man muss, um einen Überblick zu erhalten, in zwei, drei oder mehr Kapiteln des Geschäftsberichtes suchen, was dadurch erschwert wird, dass entgegen früheren Wünschen die entsprechenden Verweisungen verschiedentlich fehlen.

Unsere Kommission hat deshalb beschlossen, die Frage der Gestaltung des Geschäftsberichtes sowie die Frage der Überprüfung departementsüberschreitender Aufgaben an einer Sondersitzung näher zu diskutieren und dem Bundesrat wo nötig neue Vorschläge zu unterbreiten.

Nun noch einige Bemerkungen zur Tätigkeit der Geschäftsprüfungskommission in den letzten 12 Monaten. Vom 1. Juli 1976 bis zum heutigen Tage wurden durchgeführt: 5 Plenarsitzungen, 32 Sektions- oder Delegationsitzungen, wovon 6 im Rahmen der Arbeitsgruppe Jeanmaire. Gegenstand von Sonderabklärungen bildeten beispielsweise die Arbeitsvergabe durch den Bund, insbesondere die Vergabe der Arbeiten für das EMD-Verwaltungszentrum; dann die Wahl des neuen Oberauditors; die Auswirkungen des Personalstopps; die Überprüfung des Beschwerdeverfahrens vor dem Bundesrat; die Zusammenarbeit zwischen Baudirektion und Alkoholverwaltung und vieles anderes mehr. Nach wie vor erweist sich unsere Informationsbasis als schmal, ja als ungenügend. Der Geschäftsbericht ist zwar eine Fundgrube für den Mann auf der Strasse und deshalb auch für die Öffentlichkeit bestimmt. Für die Kontrolltätigkeit ist er aber nicht sehr ertragreich. Eine Intensivierung ihrer Kontrolltätigkeit erwartet die Geschäftsprüfungskommission insbesondere von den beiden folgenden Massnahmen:

Erstens: Engere Kontakte mit den Verwaltungsabteilungen. Die Kommissionsmitglieder sind ersucht worden, wenigstens eine der ihnen als Berichterstatter zugewiesenen Abteilungen im Laufe des Jahres drei bis vier Mal zu besuchen und dabei nicht nur den Abteilungschef, sondern auch die Sektionschefs ins Gespräch zu ziehen. Diese Neuerung ist noch nicht so recht zum Tragen gekommen. Sie bedingt eine gewisse Partnerschaft, die weder von Misstrauen noch von übertriebenem Eifer ausgehen darf. Wir sind auf diese Kontakte, die in gewissen Fällen zu einer begleitenden Kontrolle führen können, angewiesen.

Zweitens: Eine verbesserte Zusammenarbeit mit der ZOB, der Zentralstelle für Organisationsfragen der Bundesverwaltung. Die Zusammenarbeit mit der ZOB konnte durch eine Vereinbarung mit dem Bundesrat im Frühjahr 1976 geregelt werden. Sie erfolgt auf zwei Ebenen: a) die ZOB hat vorgesehen, in einem vernünftigen Turnus sämtliche Verwaltungsabteilungen systematisch zu prüfen. Die entsprechenden Überprüfungsberichte sollen der Geschäftsprüfungskommissionen zur Verfügung gestellt werden. Daraus erwarten sie in erster Linie eine Verbesserung der Informationspraxis. b) Wichtiger ist, dass die GPK nunmehr das Recht haben, die ZOB mit der Durchführung einer Organisationsüberprüfung oder mit der Abklärung von Sachverhalten vorwiegend organisatorischer oder personeller Natur zu betrauen. Bisher wurden der ZOB erst zwei Einzelaufträge erteilt: einmal durch die Geschäftsprüfungskommission des Ständerates der Auftrag zur Überprüfung der Organisation der Sektion Militärpflichtersatz; dann durch unsere Kommission der Auftrag zur Überprü-

Zeitgesetz

Loi réglementant l'heure en Suisse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.06.1977 - 15:30
Date	
Data	
Seite	684-689
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 766